

Nouvelles locales du mardi 14 mai 2013

@rib News, 14/05/2013 | Politique - Fidèle Nsengumukiza, ce membre du Conseil économique et social et membre tré influent de la ligue des jeunes du parti CNDD-FDD, qui a annoncé l'existence d'un plan d'élimination des narcotiques à Arusha, a été arrêté ce mardi matin par le Service national de renseignement (SNR). Il était à la radio RPA où il essayait de demander être entendu afin qu'il donne des éclaircissements sur ces déclarations de ce dimanche sur la radio RSF Bonesha FM. Il semblait ne pas comprendre ce qui lui arrivait, mais il n'a pas opposé la moindre résistance. Selon le porte-parole du SNR, il a livré des propos incendiaires, de nature à perturber la paix et la sécurité publiques et doit en répondre. Tiphaine Bigirimana ajoute qu'il doit révéler l'identité de ceux avec qui il prépare ce plan [Bonesha/Rpa/Isanganiro]

- Le président de l'ADC-Ikibiri estime que l'arrestation de Fidèle Nsengumukiza est une bonne chose. L'once Ngendakumana trouve pourtant que ce qu'il a dit est une révélation du plan du parti CNDD-FDD de se passer de l'Arusha dans ses actions puisque dans la gouvernance du pays, ils se foutent de toute référence à cet accord. Il est aussi rassuré que ce plan soit révélé avant d'être mis en application. Selon lui, cela va permettre de connaître ce qu'il adviendrait éventuellement de l'arrêter. [Rpa/Bonesha]- La présidence de la République du Burundi fait savoir que les déclarations de Fidèle Nsengumukiza ne sont pas du tout rassurantes. Selon porte-parole adjoint du président de la République, se sont ses propres déclarations qui n'engagent que lui seul. Willy Nyamitwe trouve que les accords d'Arusha ont été conclus après de longues et hautes négociations et de ce fait, personne n'a le droit de les rejeter par une simple déclaration. Il ajoute aussi que comme membre du Conseil économique et social, Fidèle Nsengumukiza pourra être puni par le président de la République qui l'avait nommé s'il est reconnu coupable. [Isanganiro]- Le parti Sahwanya Fro dans la commune de Gahombo de la province de Kayanza accuse l'Administrateur communal de cette commune de perturber les activités des autres partis politiques. Le président de ce parti dans la commune de Gahombo donne l'exemple de la fin de la semaine dernière où son parti avait organisé une réunion pour ses membres et dont l'Administrateur communal a refusé la tenue arguant qu'il n'a pas donné de couvert. La réunion s'est enfin déroulée avec l'intervention du Gouverneur de province qui est venu lui-même autoriser cette tenue. Le représentant de cette formation politique dénonce aussi le fait que l'Administrateur cherche des listes de tous les représentants collinaires des partis politiques. Selon lui, cela s'inscrit dans la logique de l'intimidation. Cette pratique de l'Administrateur communal de Gahombo est aussi décriée par le parti MSD. L'administrateur communal estime quant à elle qu'elle demande ces listes pour éviter du désordre dans la commune. [Bonesha]- Cette inquiétude est aussi partagée avec un membre du Conseil communal de Gahombo, membre du parti Uprona. En outre, Vincent Kubwimana dénonce le comportement des jeunes Imbonerakure de cette commune qui ont tabassé un membre du parti Uprona en lui demandant d'adhérer au parti CNDD-FDD. Il constate que la commune est équilibrée au niveau politique, mais que le parti au pouvoir n'a jamais toléré que d'autres partis soient visibles et fonctionnels. Il interpelle le ministre de l'Intérieur qui est président du Conseil communal de Gahombo de convoquer une réunion urgente pour traiter de la question. Il demande aux autres partis politiques d'ouvrir ensemble pour la sauvegarde de la sécurité. [Isanganiro] | Droit de l'homme - Le ministre de l'Intérieur vient à teneur mardi une réunion avec les organisations de la Société civile. Ces dernières ont soulevé la question relative aux agissements commis par les Imbonerakure dans le pays. Elles ont accusé le ministre de l'Intérieur de ne pas s'impliquer suffisamment dans le contrôle de ces jeunes qui deviennent de plus en plus incontrôlables. Elles lui ont demandé de prendre plus de responsabilités afin de trouver une solution à ce problème en appliquant la loi d'une façon équitable pour tout le monde. Edouard Nduwimana semble toutefois ne pas reconnaître la gravité des actes de ces jeunes. Il estime que ceux qui se révoltent contre les Imbonerakure sont ceux qui veulent récupérer la situation à des fins politiques. Tout en appréciant le fait que certains Imbonerakure coupables de fautes graves sont traduits devant la Justice, il demande de ne pas globaliser et de traiter chaque cas sans considération de l'appartenance politique, religieuse, régionale ou sociale de la personne soupçonnée. [Rtr/Rtnb/Rpa/Isanganiro/Bonesha] | Santé - Le paludisme vient d'être déclaré épidémie dans certains coins de la province sanitaire de Ngozi. Selon le médecin provincial, 4 patients hospitalisés sont atteints de cette maladie et les chiffres peuvent être revus à la hausse suite à d'autres cas de personnes alitées à la maison. Le Docteur Aimé Ndayizeye estime que dans ces circonstances, les morts ne sont pas du tout connus des autorités sanitaires. Il annonce ainsi le début d'une campagne de sensibilisation sociale contre le paludisme dans cette province. [Rtnb/Isanganiro]- Le programme national de vaccination (PEV) du Burundi constate que les fonds lui alloués se réduisent chaque année. Selon la Directrice de ce programme, cela est dû au fait que les bailleurs et les partenaires semblent se retirer petit à petit. Le Docteur Joselyne Nsanzerugeze affirme que ces subventions étaient d'une importance capitale surtout pour les enfants qui bénéficiaient de vaccins puisque ce programme permettait à ces enfants de garder une santé saine et sauve. Tout en précisant que le coût de chaque vaccin pour chaque enfant s'élevait à 35 dollars américains, elle demande l'intervention de toute personne et plus particulièrement du Gouvernement pour continuer à prévenir les maladies chez les enfants. [Rtnb/Bonesha] | Sécurité - Attaque à main armée la nuit de ce dimanche à lundi dans un bistrot de la commune urbaine de Rohero. C'était vers 23 heures, alors que le bar était appelé à fermer ses portes, lorsque des individus en tenue militaires et policières ont attaqué ce bistrot. Ils ont tabassé les travailleurs et ont pris de l'argent de la caisse, des caisses de boissons tant vides que pleines et un poste téléviseur. Le propriétaire de ce bistrot dit que ces individus n'ont pas été identifiés et déplore le fait que les policiers n'assurent plus la sécurité à cet endroit comme d'habitude. Trésors de ce dimanche, d'autres bandits non encore identifiés avaient attaqué un ménage de ce même quartier et avaient volé une somme de 14 millions de FBu et une autre somme de 600 dollars américains. [Isanganiro/Bonesha/Rtr] | Education - Préavis de grève du personnel enseignants de l'école secondaire. Selon le président du syndicat CONAPES, ils pourront entrer dans un mouvement de grève illimité depuis le lundi 20 mai prochain, pour réclamer l'harmonisation des salaires tant attendue par les fonctionnaires de l'Etat. Selon Emmanuel Mashandari, il faut qu'ils

rappellent au Gouvernement qu'il doit tenir la promesse. [Bonesha] Le syndicat des magistrats annonce lui aussi qu'il va recourir à d'autres mesures beaucoup plus contraignantes pour le Gouvernement s'il ne revoit pas les mesures d'application de la nouvelle loi sur l'impat professionnel. Selon le Secrétaire exécutif de ce syndicat, il faut s'attendre à toute éventualité dans leurs réclamations. Ladislav Ndikuryayo trouve que les magistrats doivent être traités de la même façon que le personnel du secteur de la santé dont la situation a été réglée et qui vont bientôt recouvrer leurs salaires. [Rtr/Bonesha]